Revue Droit, Société et Pouvoir **ISNN 2253-0266**

Volume (15), Numéro (2), Septembre 2026 ; pp. 293 - 318 **e-ISSN 2600-6219**

Géopolitique des ressources et sous-développement en Afrique : une lecture à partir de l'échange inégal

Fabrice NOAH NOAH *

Université de Maroua, Cameroun

date de soumission: 18-06-2026 **date d'acceptation: 10-09-2026** **date de publication: 20-09-2026**

Résumé :

S'il est un fait indéniable, c'est bien que l'exploitation des ressources minérales représente une opportunité de développement pour l'Afrique. L'intérêt des grandes puissances pour lesdites ressources, et l'essor économique et commercial qui en découle, peuvent raisonnablement être considérés comme autant de perspectives pour le changement social longtemps espéré. Il faut pourtant reconnaitre que « l'intégration » de l'Afrique dans les chaines de valeur mondiales, dans un contexte où les conditions de l'échange inégal demeurent, limite grandement les possibilités de développement par ses ressources minérales. Cet article se donne pour objectif de démontrer comment l'échange inégal constitue une explication pertinente de l'échec de développement des pays de la périphérie dans un contexte de dépendance au centre industrialisé. Pour y parvenir, nous avons essentiellement fait recours à l'analyse de contenu documentaire et à l'observation participante.

Ce travail est ainsi le fruit d'une expérience de consultant au Centre africain de développement minier (CADM), mais aussi d'échanges dans le cadre de rencontres scientifiques ainsi que de nombreuses lectures sur la problématique du développement. Au terme de notre recherche, nous avons pu confirmer que l'échange inégal participe à la stabilisation des équilibres géopolitiques préjudiciables au développement de la périphérie. De même, les situations de dépendance observables dans le secteur extractif africain rendent difficile la structuration d'une gouvernance conforme aux intérêts locaux. Dans ces conditions, le développement de l'Afrique passe indéniable de sa déconnexion des logiques qui contribuent à sa marginalisation.

Mots-Clés : *Géopolitique des ressources ; Echange inégal ; Dépendance ; Afrique ; Développement.*

* Auteur correspondant fabricenoah07@gmail.com

© Fabrice NOAH NOAH – Creative Commons Attribution 4.0 International (CC BY 4.0)

Geopolitics of Resources and Underdevelopment in Africa: Unequal Exchange as a Key Explanatory Framework

Abstract:

If there is one undeniable fact, it is that the exploitation of mineral resources is a development opportunity for Africa. The interest of major powers in these resources, and the resulting economic and commercial boom, can reasonably be considered as possibilities for the long-awaited social change. However, it must be acknowledged that Africa's "integration" into global value chains, in a context where unequal exchange conditions persist, greatly limits the possibilities for development through its mineral resources. This article aims to demonstrate how unequal exchange constitutes a relevant explanation of the failure of development in peripheral countries within a context of dependence on the industrialized center.

To achieve this, we primarily relied on documentary content analysis and participant observation. This work is thus the result of experience as a consultant at the African Minerals Development Center (AMDC), as well as discussions at scientific conferences and extensive reading on development issues. Our research has confirmed that unequal exchange contributes to stabilizing geopolitical balances that are detrimental to the development of peripheral countries. Similarly, the dependency patterns observed in the African extractive sector make it difficult to establish governance which is aligned with local interests. Under these conditions, Africa's development undeniably depends on delinking itself from the forces that contribute to its marginalization.

Keywords: *Geopolitics of resources, Unequal exchange, dependency, Africa, development.*

Introduction :

« *L'Afrique n'est pas une partie des problèmes mondiaux. [Elle] est une partie de la solution* ». Ces propos de William Ruto, Président du Kenya, au Sommet *Africa Forward* en mai 2026 tranchent avec le pessimisme qui a souvent prévalu lorsqu'on évoque l'avenir du continent. L'une des particularités du discours de l'homme politique kenyan est qu'il pose les ressources naturelles de l'Afrique comme l'un des facteurs de

cette « solution ». Il se démarque ainsi du narratif dans lequel l'importante dotation naturelle du continent est perçue comme une « malédiction ». En effet, si nombre de pays africains disposent de ressources parmi les plus stratégiques au monde, celles-ci sont loin d'avoir généré le développement escompté, encore moins favorisé le nivellement des revenus[1]. Le sous-développement et les inégalités qui prévalent dans nombre de pays producteurs ont conduit, bien des fois, vers une violence et une instabilité endémiques[2]. Le « paradoxe de l'abondance » dont parle Terry Lynn Karl[3] témoigne ainsi de l'impossibilité de développement qui caractérise nombre de pays africains malgré la place centrale des ressources minérales dans leur économie.

S'il est un fait indéniable, c'est bien que l'Afrique est un espace majeur de la géopolitique des ressources. Le continent détient environ 30% des réserves mondiales de minerais dont plusieurs considérés comme essentiels à la transition énergétique (Cobalt, lithium, nickel, etc.). A côté de ces ressources, les réserves en pétrole, évaluées à près de 10% des mondiales, classent l'Afrique au nombre des « barils marginaux » dont l'intérêt dans la géopolitique du pétrole est avéré[4]. On peut relever, par ailleurs, que plusieurs producteurs africains se trouvent dans le « triangle d'or de l'offshore profond » qui concentre 80% des champs de pétrole offshore au monde[5]. C'est ce qui explique, sans doute, l'intérêt croissant des grandes puissances pour l'Afrique. Au nombre des signes de cet intérêt

[1] Ian Gary et Terry Lynn Karl, *Le fond du baril. Boom pétrolier et pauvreté en Afrique*, (USA, Catholic Relief Services, 2003), 102 p. ; Abdelhak Bassou, « Le golfe de Guinée, zone de contrastes : richesses et vulnérabilités », *Policy Paper*, OCP Policy Center, 2016, p.19.

[2] Sylvie Fanchette, « Le delta du Niger (Nigéria) : rivalités de pouvoir, revendications territoriales et exploitation pétrolière ou les ferments de la violence », *Hérodote,* vol. 2, n° 121 (Juin, 2006) ; Abdelhak Bassou, *Op.cit*.

[3] Le « paradoxe de l'abondance » renvoie au contraste qui existe entre les importants revenus générés par l'exploitation des ressources naturelles et la pauvreté dans laquelle vit une partie importante de la population des pays producteurs. Cf. Terry Lynn Karl, *The Paradox of Plenty: Oil Booms and Petro-States*, (Los Angeles, University of California Press, 1997).

[4] Olivier Charnoz, « le pétrole Africain : des clefs pour comprendre », *Afrique contemporaine,* vol.4, n°216 (Avril, 2006), p.21.

[5] Le « triangle d'or de l'offshore profond » est constitué de l'Afrique de l'Ouest, du Mexique et du Brésil.

figure, en bonne place, le développement de stratégies de sécurisation des approvisionnements, marquées notamment par le déploiement d'une diplomatie minière et énergétique et le renforcement de l'extractivisme. Or, le contrôle des circuits de production des ressources par les économies industrialisées du centre n'est pas sans lien avec la structuration de l'échange inégal.

En réalité, le concept d'échange inégal est indispensable à la compréhension de la complexité des rapports caractéristiques de la géopolitique des ressources en Afrique. Théorisé par Arghiri Emmanuel, l'échange inégal traduit le transfert international de valeur sous les apparences d'une égalité commerciale[1]. L'échange inégal met ainsi en lumière le rôle déterminant des monopoles, propres au système capitaliste, dans la structuration de relations d'exploitation, entre le centre et la périphérie, sur fond de transfert de la valeur[2]. Bien qu'il fasse l'objet de nombreuses critiques, notamment sur la rigidité de son cadre d'analyse et sa mécanicité[3], l'échange inégal demeure une grille de lecture pertinente des écarts de développement entre le centre et la périphérie.

L'incapacité du modèle de développement par l'exploitation des ressources à provoquer le changement social s'explique, dans une certaine mesure, par la permanence des conditions de l'échange inégal. En effet, Paul Baran A. et Paul Sweezy estiment que le capitalisme monopolistique, sur lequel est construite l'économie mondialisée, est une source de stagnation économique[4]. Ayşe Özden Birkan considère, pour sa part, que l'échange inégal est responsable aussi bien du développement que de la

[1] Andrea Ricci, « Unequal Exchange in the Age of Globalization. », *Review of Radical Political Economics*, n°51, (2018), p.225.
[2] Ayşe Özden Birkan, « A Brief Overview of the Theory of Unequal Exchange and its Critiques », *International Journal of Humanities and Social Science,* Vol. 5, n°4(1), (Avril, 2015), p.157.
[3] Cf. Ernest Mandel, *Le troisième âge du capitalisme*, (Paris, Editions 10/18, 1975 ; 1997,), 560 p. ; Fernando H. Cardoso et Enzo Faletto, *Dépendance et développement en Amérique Latine*, (Los Angeles, University of California Press, 1979), 227 p.
[4] Paul A. Baran and Paul Sweezy, *Monopoly Capital: An essay on the American economic and social order,* (New York and London: Monthly Review Press, 1966).

persistance du sous-développement[1]. Conséquemment, cet article questionne la pertinence de l'échange inégal comme grille explicative du retard économique dont souffrent les producteurs africains, dans un contexte de dépendance au centre industrialisé. Nous faisons l'hypothèse qu'en considérant la permanence des conditions de l'échange inégal, l'intégration des pays africains dans l'économie mondialisée est un facteur intrinsèque de sous-développement. Ainsi, cet article se donne pour objectif de démontrer comment l'échange inégal assure la stabilisation des équilibres géopolitiques dans le secteur extractif. Il souhaite également éclairer les moyens de la domination financière et technologique du centre sur la périphérie.

Pour y parvenir, nous avons recouru à l'observation participante et à l'analyse de contenu documentaire. Cet article s'appuie également sur notre expérience de consultant au Centre africain de développement minier (CADM), mais aussi sur des débats ayant eu lieu au cours d'un colloque international tenu à l'Institut des relations internationales du Cameroun (IRIC), en novembre 2021. Par ailleurs, les nombreux travaux scientifiques et rapports sur la gouvernance du secteur minier consultés, au cours de la préparation de cet article, nous ont été d'une utilité certaine. Sur le plan théorique, notre contribution est construite selon les logiques du structuro-réalisme de Kenneth Waltz[2]. Ceci, afin d'éclairer l'influence des relations d'autorité et de subordination (hiérarchie), qui lient les pays africains à leurs partenaires, sur les possibilités de développement. De même, aborder cette étude sous le prisme du structuro-réalisme permet de démontrer comment les actions ou l'inaction des Etats sont le résultat de contraintes exercées par la structure internationale[3], héritée de l'échange inégal. En outre, le réalisme structurel permet d'expliquer l'intégration des

[1] Ayşe Özden Birkan *Op.cit*., p.215.
[2] Jack Donnelly, « Realism », in Scott Burchill and *al*. *Theories of International Relations*, Third edition, (New York, Palgrave Macmillan, 2005), pp.29-54.
[3]Kenneth Waltz, N., « Realist Thought and Neo-Realist Theory », *Journal of International Affairs*, vol. 44, n° 1 (Spring/Summer 1990): pp. 21–37.

pays africains dans l'économie mondialisée, pourtant néfaste à leur développement, par la dialectique des « suiveurs »[1].

L'échange inégal et la stabilisation des équilibres géopolitiques :

L'échec du développement de l'Afrique n'est pas sans rapport avec la volonté de préserver certains équilibres géopolitiques. Si l'on s'intéresse au développement des projets extractifs sur le continent, on se rend compte que les représentations qui font de l'Afrique une « périphérie » au service des besoins d'un « centre » industrialisé restent fortes.

Echange inégal et échec d'une gestion autocentrée et inclusive du secteur extractif :

D'entrée de jeu, il convient de s'intéresser davantage au sens et aux implications de l'échange inégal. Bien qu'il existe une diversité de travaux sur la question, ceux de Samir Amin nous semblent plus pertinents compte tenu de leur proximité avec des situations africaines. Ainsi, pour Samir Amin, il y a échange inégal lorsque l'écart entre les rémunérations du travail est supérieur à celui qui caractérise les productivités[2]. En matière de commerce international, par exemple, l'échange inégal renvoie à la mise en relation de pays caractérisés par « des rapports sociaux d'exploitation différents »[3]. Samir Amin souligne que l'échange inégal a la particularité de mettre en dépendance une périphérie de plus en plus étendue[4]. C'est d'ailleurs ce qui fait l'attrait de la périphérie puisqu'à productivité égale, le travail y est rémunéré à un taux plus faible[5]. Il s'en

[1] Kenneth Waltz, N., *Theory of International Politics*, (Reading, Massachusetts, Addison-Wesley Publishing Company, 1979), 251 p.
[2] Samir Amin, *L'échange inégal et la loi de la valeur*, (Paris, Anthropos, 1988), p.49.
[3] *Idem*, p.100.
[4] Catherine Coquery-Vidrovitch, « Samir Amin, Le développement inégal. Essai sur les formations sociales du capitalisme périphérique », [compte-rendu], *Annales. Economies, sociétés, civilisations,* 29e année, n°2, (Mars-Avril, 1974), p. 314.
[5] Samir Amin, *Le développement inégal. Essai sur les formations sociales du capitalisme périphérique*, (Paris, Editions de minuit, 1973), p.100.

suit une division internationale du travail dans laquelle la périphérie reste soumise aux caprices des « cycles économiques » des pays industrialisés[1].

Les travaux de Samir Amin permettent de souligner au moins deux constantes. D'abord la dépendance de la périphérie au centre industrialisé. Cette dépendance, consubstantielle à la géopolitique des ressources, s'illustre par la structuration d'un Etat rentier, dans la périphérie, dont la fonction est d'approvisionner le centre duquel il importe ensuite des produits manufacturés[2]. Ainsi, la sécurisation des approvisionnements implique la transformation des ressources des producteurs africains en réserves stratégiques *hors-les-murs.* Cette « mise sous contrôle », facilitée par la dépendance financière et technologique des pays africains, renforce leur vulnérabilité aux chocs extérieurs. Ensuite, la faiblesse de la rémunération du travail. Bien qu'elle s'explique d'abord par des facteurs historiques et institutionnels[3], la faiblesse des salaires est également liée à la place des producteurs africains dans la chaine de valeur minière. Leur spécialisation aux métiers de l'amont affecte le coût du travail tout en augmentant les possibilités du transfert de la valeur vers les pays industrialisés[4].

La question du transfert de la valeur, au cœur de l'échange inégal, se pose avec une acuité particulière dans le cas de l'offensive de la Chine en Afrique. Premier partenaire commercial de nombreux pays africains, la Chine se pose en acteur majeur de l'échange inégal avec le continent. Généralement, le commerce entre l'Afrique et la Chine repose sur l'échange des matières premières contre des produits finis. Ainsi, de 2000 à 2022, près de 89% des exportations de l'Afrique vers la Chine provenaient du secteur des industries extractives, principalement des produits pétroliers et des minéraux comme le cuivre, l'alumine, le fer et

[1] Emilio de Figueroa, « La détérioration des termes de l'échange dans les pays sous-développés », *Économie appliquée*, tome 22, n°1-2, (1969), p.137.
[2] Kwame Nkrumah, *neocolonialism, the last stage of imperialism*, (London, Thomas Nelson & Sons, Ltd., 1965), p. 15; Samir Amir (1988), *Op.cit*., p.67.
[3] Arghiri Emmanuel, *Unequal exchange. A study of the imperialism of trade*, (New York, Monthly review Press, 1972), p.64; Samir Amin (1988), *Op.cit*.
[4] Cf. Arghiri (1972), *Op.cit*. Samir Amin, *L'accumulation à l'échelle mondiale*. Tome 1, (Paris, Editions Anthropos, 1970) 446 p.

l'aluminium[1]. Dans la même période, les exportations de la Chine vers l'Afrique découlaient des activités manufacturières (94 %), de l'agriculture (3 %) et des industries extractives (2,5 %)[2].

Ce qui particularise l'offensive de la Chine en Afrique, sans qu'elle en détienne l'exclusivité, c'est la mise en place d'opérations financières complexes réduisant la capacité des pays producteurs à contrôler leurs réserves. C'est notamment le cas de l'*Angola model* qui permet de financer des projets de construction d'infrastructures (routes, écoles, hôpitaux, etc.) contre l'exploitation, généralement exclusive, de ressources naturelles[3]. L'usage préférentiel de l'*Angola model* par la Chine, dans le secteur extractif de l'Afrique, a un impact direct sur les possibilités de création de la valeur au niveau local. En recevant des ressources extractives en contrepartie d'investissements dans des projets infrastructurels, la Chine réduit les possibilités pour l'Afrique de les transformer sur place. Ainsi, la difficile progression de l'Afrique dans la chaine de valeur reste grandement liée au contrôle exercé par la Chine sur le circuit de production des ressources[4]. De manière générale, lorsque la Chine s'engage dans une opération de type « ressources naturelles contre infrastructure », elle vise principalement l'approvisionnement de son industrie. En ce sens, sa stratégie minière par l'Afrique participe, indéniablement, au renforcement de l'extraversion et, par le fait même, à la réduction des possibilités de son développement.

[1] Moses Oyintarelado et *al.* (2024) « Bulletin économique Chine-Afrique », Boston University Global Development Policy Center, (2024), 36 p. ; J.R. Mailey, « Anatomie de la malédiction des ressources naturelles : l'investissement prédateur dans les industries extractives en Afrique », Rapport spécial du CESA, n°3, (Mai, 2015), p.62.
[2] *Idem*, p.11.
[3] Didier Péclard, « Les chemins de la "reconversion autoritaire" en Angola », *Politique africaine*, vol.2, n°110, (2008), p.5-21 ; Landry Signé, « Infrastructures deals : lessons from the Congo's Sicomines », *SAIS-CARI Working Paper*, n°16, John Hopkings University / Foreing Policy (2018) ; Fabrice Noah Noah, « Contenu local et gestion des extractives en Afrique : un défi stratégique majeur », Thèse de doctorat, Université de Yaoundé 2, (24 novembre, 2018).
[4] Paul Nantulya, « La stratégie chinoise en matière de minéraux critiques en Afrique », Centre d'études stratégiques de l'Afrique », (Janvier, 2026), p.10.

Il est également nécessaire de relever que le développement de « technologies environnementales » novatrices[1] est un facteur de renforcement de l'échange inégal. En réalité, la course à la transition énergétique a fait des « minéraux de transition », nécessaires à fabrication d'énergies vertes, les nouvelles cibles des grandes puissances. En effet, depuis quelques années, ces dernières s'empressent de sécuriser leur accès aux minerais de transition via des accords bilatéraux avec les pays africains qui en sont dotés[2]. C'est notamment le cas de l'Union européenne avec l'Egypte, la Namibie (2022) et l'Afrique du Sud (2025), des Etats-Unis avec la République Démocratique du Congo et le Rwanda (2025) ainsi que la Guinée (2026) ou du Japon avec la RDC (2023). Lesdits accords interviennent dans un contexte où la plupart des minerais de transition de l'Afrique sont destinés à des industries manufacturières situées en dehors du continent et donc exportés à l'état brut[3]. De ce fait, seuls 2 % des exportations de minerais de transition énergétique du continent sont destinés à des chaines de valeur régionales.

Le rôle trouble de l'initiative « Aide pour le commerce » :

Si l'échange inégal découle, en partie, de la spécialisation internationale, et de la dépendance qu'elle implique[4], le renforcement des routes minières intra-africaines semble constituer une issue. Le concept de « déconnexion », théorisé par Samir Amin, traduit précisément l'urgence d'une gestion autocentrée de l'économie africaine. La déconnexion prône ainsi une « rupture » avec le système capitaliste par le refus de soumettre la stratégie nationale de développement aux impératifs de l'expansion mondiale[5]. Différente de l'autarcie, la déconnexion suggère que les critères rationnels qui orientent les choix économiques prennent compte des préoccupations de la population[6]. Elle considère la rupture avec la logique

[1] Gwenole Cozizou, « La stratégie européenne dans le domaine des matières premières, *Responsabilité et environnement,* vol.3, n°99, (Juillet, 2020), p.89.
[2] Publiez ce que vous payez, « Comment l'Afrique peut-elle exploiter pleinement ses minerais de transition ? », Briefing, (2024), 33 p.
[3] *Idem.*
[4] Samir Amin (1973), *Op.cit.*
[5] Samir Amin, *Delinking. Toward a polycentric world*, (London, Zed books ltd, 1990), p.62.
[6] *Idem.*

de la mondialisation de la valeur[1] comme un préalable au reclassement économique et géopolitique de l'Afrique. En cela, la déconnexion est en cohérence avec des initiatives continentales telles que la Vision minière africaine ou la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf).

La Vision minière africaine et la ZLECAf partagent avec la thèse de la déconnexion l'ambition d'une gestion inclusive et autocentrée des économies africaines. En effet, la mise en place progressive de la ZLECAf devrait aboutir à la création d'un marché unique africain d'un milliard de consommateurs avec un produit intérieur brut évalué à 3 400 milliards de dollars américains[2]. En ambitionnant de supprimer les droits de douane sur 90% des flux existants, la ZLECAf se pose en accélérateur de l'intégration économique de l'Afrique. Dans la même veine, la Vision minière africaine vise la transformation structurelle des économies du continent. Afin d'y parvenir, elle définit plusieurs chantiers prioritaires dont la transformation des ressources au niveau local, la construction d'un marché unique africain et le renforcement des liens entre le secteur extractif et le reste de l'économie[3]. L'analyse de ces deux stratégies de gouvernance permet de révéler une ambition commune : faire des besoins du marché africain le principal levier du dynamisme économique et commercial du continent. En cela, la Vision minière africaine et la ZLECAf donnent à la déconnexion une dimension pratique et contemporaine.

En réalité, la déconnexion de l'Afrique du « capitalisme central » n'a d'intérêt que si elle participe à l'essor du commerce intra-africain sur des bases plus équitables. Elle reste, toutefois, soumise à la gestion préalable des fondements de l'extraversion au nombre desquels l'existence

[1] Samir Amin, (1973), *Op.cit*., p.2.
[2] Cf. « La Banque africaine de développement et Casablanca Finance City organisent une rencontre stratégique dédié à l'accélération de l'intégration économique africaine conclue par l'appel de Casablanca », publié le 24 juillet 2025 sur www.afdb.org. Consulté le 24 juillet 2026.
[3] Fabrice Noah N., « La contribution de la Vision minière africaine à l'émergence d'une pensée "endogène" sur le développement », In *UMa Lex, Annales de la Faculté des Sciences Juridiques et Politiques de l'Université de Maroua*, n°2, Vol.2, Semestre I, (juillet 2021), pp.953-969.

de règles commerciales complexes et contradictoires, les restrictions douanières et le mauvais état des infrastructures[1]. Fort de ce constat, on pourrait penser que la mise en place de l'Initiative Aide pour le commerce participe d'une démarche devant aider l'Afrique à sortir du piège de l'échange inégal. En effet, bien que financée par des bailleurs de fonds internationaux, l'Aide pour le commerce souhaite remédier aux contraintes liées aux échanges commerciaux dans les pays sous-développés et les Pays les moins avancés (PMA)[2]. C'est ce qui explique, sans doute, que les fonds alloués aux Etats parties à cette initiative ont été consacrés essentiellement à l'infrastructure, au renforcement des capacités de production et aux politiques et réglementations commerciales. L'initiative sert également à financer des projets d'accords commerciaux régionaux[3].

Présentée ainsi, l'Initiative Aide pour le commerce peut sembler en cohérence avec l'idée d'une réforme en profondeur des fondements même de l'échange inégal. Effectivement, en suggérant la mise en cohérence des politiques commerciales des PMA avec « ce qui est bon pour leur économie »[4], l'Aide pour le commerce écarte toute soumission à des impératifs extérieurs. Cette démarche pourrait aboutir à une meilleure protection des plus vulnérables à mesure que seuls les besoins de ces derniers guideront l'élaboration des politiques au niveau national. Dans la même veine, la diversification économique encouragée par l'Initiative est une condition essentielle à la sortie des PMA de la dépendance dans laquelle l'échange inégal les cantonne. Un des bénéfices de la diversification économique est alors qu'elle permettrait aux PMA de mieux résister à la volatilité des prix. Il faut relever, par ailleurs, que la diversification économique voulue par l'Aide pour le commerce vise

[11] Malick Sané, « Infrastructures, commerce intra-africain et développement économique en Afrique », *Revue interventions économiques,* [En ligne], hors-série, transformation (Mars, 2017).
[2] Agah, Y. F., « L'initiative Aide pour le commerce », *in* Organisation pour la coopération et le développement économique, *Coopération pour le développement 2015. Faire des partenariats de véritables coalitions pour l'action,* OCDE, (2015), p.131-135.
[3] Les projets d'accords commerciaux régionaux ont reçu 23% du soutien au titre de l'Aide pour le commerce contre 10% en 2015.
[4] « L'Aide pour le commerce donne-t-elle des résultats ? » OCDE, Organisation mondiale du commerce, https://www.wto.org/french/res_f/booksp_f/a4t_oecd_f.pdf.

précisément le renforcement du commerce Sud-Sud[1]. Adossée à un développement industriel durable, la diversification économique voulue par l'Initiative contribuerait, à coup sûr, à la progression de l'Afrique dans la chaine de valeur.

L'erreur dans l'allégorie de l'Aide pour le développement réside pourtant dans le fait qu'elle est d'abord pensée en vue de l'intégration des PMA dans l'économie mondiale[2]. Au-delà de l'incongruité d'une telle ambition[3], l'Initiative semble ignorer que l'échange inégal est précisément une des externalités de l'intégration de la périphérie à l'économie mondialisée. L'Aide pour le commerce reste ainsi en dehors de toute logique de « rupture » avec les causes qu'elle prétend pourtant combattre. En sus, la thèse de l'intégration à l'économie mondiale comme facteur de développement, défendue par l'Initiative, est remise en cause par Samir Amin qui y voit plutôt l'occasion d'un « développement du sous-développement »[4]. L'Aide pour le développement est ainsi prisonnière d'une conception de l'économie profondément ultralibérale et ignorante des limites même du système des échanges internationaux. En ce sens, elle apparait davantage comme une démarche visant à libéraliser l'économie africaine, au même titre que les Plans d'ajustement structurel, plutôt qu'une initiative attentive aux conditions du développement de l'Afrique.

[1] Paul Brenton, Ian Gillson et Pierre Sauvé., « Importance du commerce pour la diversification économique », in *Nouvelles de l'Aide pour le commerce*, CIR, publié le (date non précisée) sur https://enhancedif.org/system/files/uploads/trade4devnews-policy-series-special-fr.pdf. Consulté le 14 juin 2026.

[2]ONUDI, OMC, « Aide pour le commerce : programme industriel pour les PMA », Document de réflexion, Conférence ministérielle des PMA, Siem Reap, Cambodge 19-20 novembre 2008 ; « L'Aide pour le commerce donne-t-elle des résultats ? » OCDE, Organisation mondiale du commerce, https://www.wto.org/french/res_f/booksp_f/a4t_oecd_f.pdf.

[3] Il est difficile de parler d'intégration pour des économies qui sont pourtant embarquées dans l'aventure capitaliste depuis bien longtemps. On ne saurait d'ailleurs parler d'une division internationale du travail à laquelle ne participerait point les PMA. La vraie question est alors celle de la place des PMA dans l'économie mondialisée et non leur intégration.

[4] Samir Amin (1970), *Op.cit.*, p.37.

Le problème que pose la construction de l'Aide pour le commerce sur les logiques de l'ultralibéralisme réside dans les possibilités qu'elle offre au renforcement de l'extraversion. Si l'on considère le secteur extractif, l'impératif que représente l'intégration des PMA dans les « réseaux de production mondiaux »[1] n'est pas sans rapport avec la volonté de maintenir les équilibres géopolitiques existants. En effet, les 2% des financements reçus par ce secteur, dans le cadre de l'Initiative en 2024, sont allés en priorité à la gestion de problématiques telles que l'énergie, la construction de corridors logistiques ou le développement de politique de contenu local. Bien qu'il s'agisse de domaines clés, ces fonds ne constituent en aucune manière un *game changer* dans un secteur où les Investissements directs étrangers (IDE) continuent d'entretenir l'extraversion. Dans ces conditions, « l'intégration » des PMA dans l'économie mondialisée risque de se faire en dehors de toute perspective de progression dans la chaine de valeur.

Il apparait donc que l'impossibilité de l'Aide pour le commerce, comme de l'Ajustement structurel en son temps[2], d'opérer une certaine « rupture » s'explique par son idéalisation de l'échange international considéré, à tort, comme une source de développement pour les PMA. En réalité, il s'agit là d'une incohérence au regard précisément de la trajectoire des pays africains. En effet, les rapports commerciaux de l'Afrique *au dehors* ont toujours été perçus à travers son rôle de « périphérie » c'est-à-dire de fournisseuse de main d'œuvre bon marché au centre[3]. L'utilité de l'Afrique dans l'échange international se mesure ainsi à sa contribution à la croissance du centre par le jeu du transfert de la valeur. Dans ces conditions, tout développement des PMA par leur intégration dans l'économie mondialisée apparait illusoire à moins d'une mise à plat des conditions de l'échange inégal.

[1] Paul Brenton et *al*. *Op.cit.,* p.10.
[2]Patrick Guillaumont et Sylvianne Guillaumont J., « Les conséquences sociales de l'ajustement en Afrique selon la politique de change », *Politique Africaine*, n°45, (Mars, 1992), p.101-122 ; Fonou-Tchuigoua, « L'échec de l'ajustement structurel en Afrique », *Alternatives sud,* vol. 1, n°2, (Avril, 1994), pp.53-75.
[3] Samir Amin (1988), *Op.cit*., p.176.

La dépendance comme facteur structurant du dynamisme du secteur extractif :

La dépendance de l'Afrique *au dehors* a constitué une limite importante au processus de développement par les ressources. Cela est d'autant plus vrai que pour l'essentiel, les projets miniers se sont développés en dehors de toute vision d'autonomisation financière ou technologique.

Comment la dépendance explique les investissements dans le secteur extractif africain :

La question de la dépendance est centrale à la compréhension de l'impossibilité de développement par les ressources en Afrique. Qu'on la considère comme une théorie ou comme un concept, la dépendance tire son intérêt de ce qu'elle décrit des situations caractéristiques d'une interdépendance asymétrique entre deux unités nationales ou sociales[1]. Ainsi, bien qu'elle reconnaisse la nécessité des rapports entre le centre et la périphérie, la dépendance insiste sur l'inégalité qui les particularise[2]. En considérant la dépendance comme une *totalité* ayant provoqué une modalité particulière de développement[3], il devient possible d'en souligner l'historicité et la permanence des causalités. L'enjeu de la dépendance est alors de constituer une explication pertinente à la soumission de la périphérie aux besoins du centre industrialisé, mais aussi à l'invariabilité de la condition de nombre de PMA dans une économie mondialisée sous le sceau de l'échange inégal.

La problématique du financement permet de relever quelques caractéristiques inhérentes aux situations de dépendance dans le secteur extractif africain. L'une des plus éclairantes est, sans doute, la question des *stimuli.* Pour Antonio Carlos Peixoto, les rapports entre les pays du centre

[1] D. Senghaas, *Imperialismus und strukturelle Gewalt: Analysen über abhängige Reproduktion,* Frankfurt, Suhrkamp, 1972, p. 23.
[2] Raúl Prebisch, «Commercial Policy in the Underdeveloped Countries», *The American Economic Review*, 49/2, (1959), p.251–273.
[3] Antonio Carlos Peixoto, « La théorie de la dépendance : bilan critique *», Revue française de science politique*, 27e année, n°4-5, (1977), p.614.

et ceux de la périphérie obéissent à des « stimulants »[1]. L'activité économique dans la périphérie est ainsi le résultat de *stimuli* venant du centre. Rapportée au secteur extractif, la notion de *stimuli* peut raisonnablement se référer à la demande internationale et aux investissements directs étrangers. En effet, ceux-ci se distinguent par leur extranéité et l'influence qu'ils ont sur les dynamiques économiques. Historiquement, le caractère capitalistique des activités extractives explique les participations minoritaires des sociétés minières nationales dans les projets. Il arrive ainsi que dans certains grands projets miniers ou pétroliers, la part du capital étranger oscille entre 70 et 90 % de l'investissement initial[2]. De même, la multiplication des contrats labélisés « *Angola model* », dans plusieurs pays africains, sert également de *stimulus* à un secteur minier souvent peu développé.

L'existence de rapports de soumission entre le centre et la périphérie apparait comme l'une des constantes révélées par la rhétorique sur les *stimulus*. Gunder A. Frank considère, par exemple, que la réponse de la périphérie aux impulsions venant du centre est le signe d'une certaine obéissance[3]. Pour Samir Amin, les rythmes et les structures de la croissance des économies périphériques sont commandées par ceux des centres[4]. En réalité, cela implique que la périphérie n'a de dynamique économique propre que celle impulsée par le centre. Dans le secteur extractif, l'absence de contrôle des producteurs africains sur les prix est une illustration pertinente de la soumission de la périphérie aux *stimuli* du centre. Les facteurs de puissance que représentent leurs réserves sont ainsi relativisés par l'influence des marchés internationaux, situés au centre pour l'essentiel, et par les stratégies de raréfaction déployées par les pays industrialisés[5].

---

[1] Antonio Carlos Peixoto (1977), *op.cit*., p.618.
[2] Cf. AfDB Group, "African economic outlook 2024. Driving Africa's transformation.", Chapter 1, pp. 19-86; AfDB Group, « Finance and investment in Africa: trends and opportunities for securing africa's ecological futures », (2024), 111 p.
[3]Gunder A. Frank, *Lumpen-burguesia: lumpen-desenvolvimento*, (Porto, Porlucalense editora, 1971), cité par Carlos Peixoto A., *Op.cit*., p.620.
[4] Samir Amin (1988), *Op.cit*., p.156.
[5] Sur la raréfaction, Cf. Augustin Roch, « Géopolitique et mécanismes de raréfaction des ressources combustibles et minières », thèse de doctorat de science politique, Université Paris 8 Vincennes Saint-Denis, 2012, p.16 ; Fabrice Noah Noah (2018), *Op.cit*. p.66.

Le facteur « nécessité » apparait comme la seconde caractéristique des situations de dépendance. A l'opposé de Theotonio dos Santos, pour qui la dépendance est un phénomène extérieur aux pays en cause[1], Samir Amin pense que la dépendance n'est pas imposée de l'extérieur mais nécessaire[2]. Pour lui, la bourgeoisie locale est l'agent qui façonne une structure dépendante dans la mesure où ce façonnement sert son intérêt[3]. L'idée de nécessité introduite par Samir Amin est centrale en ce sens qu'elle permet de démontrer que la dépendance n'est possible qu'avec la contribution d'agents présents dans la périphérie. D'ailleurs, l'historicité et la permanence des situations de dépendance s'expliquent, en partie, par le rôle déterminant desdits soutiens. Il devient alors évident que loin d'être imposée, la dépendance est avant tout un choix de la bourgeoisie locale. Cette dernière en tire, du reste, des bénéfices notables comme le démontrent les nombreux scandales liés aux activités de Glencore en Afrique[4].

A la vérité, le critère de nécessité associé à la dépendance met en lumière l'imbrication des intérêts du centre et de la périphérie utile au transfert de la valeur. Samir Amin estime qu'en s'intégrant dans la nouvelle division du travail, la bourgeoisie périphérique est devenue l'allié subalterne de l'impérialisme[5]. Cela implique pour elle de servir les intérêts du centre industrialisé plutôt que ceux des populations. Dans ces conditions, l'essentialité des IDE au développement des projets dans le secteur extractif apparait comme un choix stratégique plutôt que le résultat de la crise du financement local. L'extraversion et l'extractivisme qui en résultent permettent à la bourgeoisie périphérique de tenir son rôle dans

[1] Theotonio Dos Santos, « El nuevo caracter de la dependência », in Theotonio Dos Santos et *al*. *La crisis del desarrollismo y la nueva dependência*, (Lima, Moucloa editores, 1969) pp.11-133.
[2] Samir Amin (1988), *Op.cit*., p.52.
[3] *Idem.*
[44] Cf. Geraldine Viret et Olivier Longchamp, « Les Paradise Papers, la Suisse et les matières premières », *Public Eye-Le magasine. Les secrets inavoués de Glencore,* Janvier 2018, pp.10-13 ; Idriss Linge, « Affaires Glencore et Sinosteel au Cameroun : cas pratiques du besoin de plus de transparence sur les contrats extractifs en Afrique » (2022). Disponible sur https://taxjustice.net/. Consulté le 14 juin 2026.
[5] Samir Amin (1988), *Op.cit*. p.183.

l'échange inégal. On est ainsi loin des thèses qui voient en la dépendance une « réponse » à des conditions imposées[1].

On pourrait également considérer le fait « structurel » comme troisième critère des situations de dépendance. En effet, Tomas Vasconi voit la dépendance comme une « matrice de rapports », à la fois, entre le centre industrialisé et la bourgeoisie périphérique ; ainsi qu'entre cette dernière et les classes et groupes subordonnés[2]. Osvaldo Sunkel, affirme, pour sa part, que l'analyse structurelle éclaire la dynamique des rapports entre le centre et la périphérie que créé le changement au centre[3]. En réalité, lire la problématique du financement à la lumière du fait structurel permet de considérer l'extraversion précisément comme la conséquence des interactions entre le centre et la périphérie. La faiblesse des financements locaux dans le secteur extractif reste ainsi profondément liée à la nature même de l'échange inégal. Il ne s'agit donc pas d'une « erreur » stratégique héritée de l'état rentier colonial, mais bien du résultat de la nécessaire imbrication des structures de domination du centre et de la périphérie. Cela implique que la dépendance des pays de la périphérie aux financements du centre est inhérente à la structure même de l'échange inégal.

La dépendance et ses implications techniques et technologiques :

La dépendance de la périphérie au centre industrialisé trouve une expression pertinente dans l'extraversion technologique. Ladite extraversion va au-delà de la simple explication par l'asymétrie des capacités, entre le centre et la périphérie, pour décrire la profonde dépendance des processus industriels à l'expertise du centre. Antonio Carlos Peixoto pense ainsi que l'industrie dépendante est caractérisée par le contrôle qu'exerce le centre sur le processus d'industrialisation à travers les monopoles internationaux[4]. Ledit contrôle est rendu possible par

[1] Antonio Carlos Peixoto (1977), *Op.cit*., p.623.
[2] Tomas A. Vasconi, « Cultura, ideologia, dependencia y alienacion », in Theotonio Dos Santos et *al*. *La crisis del desarrollismo y la nueva dependencia*, (Lima, Moncloa editores, 1969), pp.134-157.
[3] Osvaldo Sunkel, « Capitalismo transnacional y desintegracion nacional », *El trimestre economico*, vol. 38, n°150, (avril-juin 1971), pp. 571–628.
[4] Antonio Carlos Peixoto, (1977), *op.cit*., p. 624.

l'inscription des rapports du centre et de la périphérie dans le cadre de la dépendance financière et technologique[1]. Loin de constituer un stade de son développement[2], l'extraversion technologique de la périphérie participe d'une soumission à l'expansion du capitalisme central. Cela est particulièrement perceptible dans le secteur extractif africain où la majorité des projets miniers et pétroliers industriels sont gérés par des multinationales occidentales et asiatiques. En République Démocratique du Congo, par exemple, l'essentiel des mines de cobalt – représentant trois quart de la production mondiale - est géré par des entreprises chinoises[3]. Cette dépendance a des conséquences, à la fois, sur le contrôle des réserves par l'Etat et sur les possibilités d'une gestion autocentrée de celles-ci.

Il fait peu de doute que l'extraversion technologique, et la dépendance dont elle est le signe, sont pleinement liées au renforcement de l'économie mondialisée. En effet, l'industrie minière est structurée sur une diversité de monopoles qui tendent à se neutraliser : le monopole géologique, (lié à l'inégale répartition géographique des ressources), le monopole économique et financier et le monopole technologique. De tous ces monopoles, celui technologique apparait comme l'expression la plus aboutie de la domination du centre sur l'industrie. Or, pour être efficace, le monopole technologique s'accompagne généralement d'un monopole géologique facilité par le déploiement d'une stratégie de sécurisation des ressources[4]. D'où l'intérêt pour le monopole technologique de s'adosser à l'économie mondialisée et, par le fait même, de servir les logiques de l'échange inégal. Le leadership qu'exerce la Chine sur la chaine de valeur de nombreux minerais stratégiques est ainsi le résultat de sa maitrise

[1] *Idem.*
[2] Walt Whitman Rostow, *The stages of economic growth: a non-communist manifesto*, (Cambridge University Press, 1960, 3e éd. 1991); Abramowitz M. "Catching up, forging ahead, and falling behind", *The Journal of Economic History,* vol. 46 n°2, pp.385-406.
[3] Emiliano Tossou, « Après le cobalt, la RDC veut mieux taxer le lithium convoité par la Chine et les Etats-Unis », article publié le 2 juin 2026 sur www.latribune.fr. Consulté le 27 juillet 2026.
[4] Le cas de la Chine en RDC est édifiant à ce propos. Cf. « L'offensive minière des Etats-Unis en RDC se heurte à l'indéracinable monopole chinois », article publié le 11 juillet 2026 sur www.miningcongo.cd. Consulté le 27 juillet 2026.

technologique et d'une offensive sur les différents circuits d'approvisionnement[1]. Ainsi, en contexte de dépendance, l'économie mondialisée donne au monopole technologique les moyens de son expansion.

Il importe de préciser, par ailleurs, que le contrôle qu'exerce le centre sur les processus d'industrialisation en périphérie n'implique pas toujours la recherche et la sécurisation de marchés utiles à son expansion technologique. Celui-peut également se faire à travers un soutien à la formation d'économies industrielles périphériques[2]. Ainsi, le centre est en mesure de contrôler la formation d'une économie industrielle dans la périphérie par le jeu du capital financier monopolistique et d'internationalisation du marché interne[3]. Or, le soutien à l'industrialisation de la périphérie, dans un contexte de dépendance, reste, bien souvent, en cohérence avec les intérêts des économies industrialisées du centre et au détriment des intérêts locaux. L'exemple de l'Amérique Latine pris par Antonio Carlos Peixoto permet de constater que l'industrialisation favorisée par le système capitaliste a créé un secteur industriel inadapté et incapable de se libérer des influences extérieures[4]. Dans le cas de l'Afrique, l'industrialisation de plusieurs pays producteurs reste profondément liée à la stratégie de sécurisation des approvisionnements déployée par les grandes puissances ; accentuant ainsi les logiques de la dépendance.

Au demeurant, on ne peut ignorer le rôle du surendettement des Etats dans le renforcement du contrôle qu'exerce le centre sur les processus d'industrialisation dans la périphérie. La construction des infrastructures associées au projet minier (routes, rails, ports, etc.) impose,

[1] Tanguy Bonnet et *al.*, « Métaux stratégiques : la clairvoyance chinoise », *La lettre du CEPI*, n°428, (Juin 2022) ; Emmanuel Hache et Emilie Normand, « Quelle stratégie européenne sur les matériaux critiques ? », *L'Économie politique*, n°101 (1), (2024), pp.52-62.
[2] Fernando Henrique Cardoso et Eddy Trèves, « "Théorie de la dépendance" ou analyses concrètes de situations de dépendance », *L'Homme et la société*, n°33-34 (1974), p.121.
[3] *Idem*, p.122.
[4] Antonio Carlos Peixoto (1977), *op.cit.*, p.622.

généralement, d'importants investissements[1]. Afin de désenclaver les zones de production, les pays producteurs recourent à des financements extérieurs associés à des montages, et des conditionnalités, particuliers. Au nombre des montages privilégiés par les producteurs africains, figure en bonne place l'*Angola model* proposé par la Chine[2]. Qu'on s'intéresse à la stratégie chinoise « ressources contre infrastructures » ou à une toute autre, on fait le constat d'une perte progressive de contrôle sur les ressources par la périphérie. Dans le cas spécifique de la Chine, la dette est considérée comme un instrument d'influence grâce auquel elle renforce son poids dans le budget public de ses débiteurs[3]. Le renforcement de la dette des industries périphériques envers la Chine aggrave ainsi leur dépendance économique et financière. Il est alors possible qu'à l'avenir, les cas de défaut de paiement se multiplient du fait du caractère insoutenable de la dette des producteurs africains, comme ce fut le cas de la Zambie en 2020[4].

En définitive, l'analyse de « l'intégration » de l'Afrique à l'économie mondialisée, par le biais de l'exploitation des ressources minérales, aboutit à au moins deux constats. Tout d'abord, l'échange inégal est essentiel à la préservation des équilibres géopolitiques entre le

[1] De manière générale, l'aménagement d'une mine implique d'importants investissements en infrastructures représentant parfois près de la moitié des investissements totaux. L'enclavement des régions de production alourdit cette facture, rendant nécessaire le développement de corridors internationaux. Cf. EITI, « Le corridor de Lobito : un nouvel horizon pour les partenariats sur les minerais de transition en Afrique Gouvernance, investissements et opportunités de valorisation en Angola, en République démocratique du Congo et en Zambie », Rapport, (Mai, 2006), 106 p. ; Paul Nantulya, « Chaînes d'approvisionnement minérales réciproques et résilientes : les enseignements tirés du corridor de Nacala », article publié sur www.africacenter.org le 22 avril 2026. Consulté le 23 juillet 2026.

[2] « Le modèle chinois "Ressources contre infrastructures" (R4I) Contribution ou contrainte au développement transformationnel du Cameroun, de la République démocratique du Congo, de la Guinée, de la Zambie et du Zimbabwe Étude comparative », Rapport, https://afrewatch.org/wp-content/uploads/2026/04/Rapport-consolide-CMR-DRC-GUI-ZIM-ZAM.pdf.

[3] Andrea Ferrario, « La Chine creuse en Afrique : fer, dette et catastrophes environnementales », publié le 19 janvier 2026, sur : https://www.pressegauche.org/. . Consulté le 15 juin 2026.

[4] Cf. Oxfam France, « Dette et covid-19 : la Zambie en défaut de paiement », publié le 18 décembre 2020 sur https://www.oxfamfrance.org. Consulté le 14 juin 2026.

centre et la périphérie. En effet, le maintien des économies périphériques au début de la chaine de valeur renforce leur statut de réserves stratégiques *hors-les-murs* à la disposition du centre industrialisé. Les économies de la périphérie restent ainsi soumises aux modalités du transfert de la valeur. C'est ce qui explique que les stratégies de sécurisation des approvisionnements, déployées par les économies du centre, favorisent, bien souvent, le renforcement de l'extraversion et de l'extractivisme en périphérie. Ensuite, les rapports économiques entre les pays producteurs africains et leurs partenaires sont constitutifs de situations de dépendance. Cette dépendance, à la fois financière et technologique, ne constitue pas une étape du développement de la périphérie mais l'expression de rapports de domination. Conséquemment, il devient possible d'affirmer que l'échange inégal est une grille de lecture valide de l'impossibilité de développement des pays africains producteurs de ressources minières et énergétiques.

Conclusion :

L'intérêt croissant des grandes puissances pour les ressources minérales de l'Afrique en fait un espace d'affrontement pour le contrôle des réserves. S'il est possible de s'en réjouir, il demeure utile d'interroger les possibilités de développement qu'offre le renforcement des routes minières entre l'Afrique et les économies industrialisées du centre. C'est tout l'intérêt d'une réflexion sur la pertinence de l'échange inégal comme grille d'analyse du sous-développement de nombre de producteurs africains. Celle-ci nous apprend que dans les conditions de l'échange inégal, l'intégration de la périphérie à l'économie mondialisée est une source de stagnation économique. Ainsi, le « paradoxe de l'abondance » est le résultat de la soumission du processus de développement du secteur minier, en périphérie, au besoin des économies industrialisées du centre. Cette soumission est, à la fois, la cause de l'extraversion de l'économie des producteurs périphériques et la conséquence de la permanence des conditions de l'échange inégal. On peut ainsi affirmer que l'ouverture incontrôlée du secteur extractif africain au capitalisme monopolistique réduit les possibilités d'une gestion inclusive et autocentrée, et donc, de développement.

A la vérité, le panorama des relations économiques entre producteurs africains et économies industrialisées du centre permet d'observer une profonde dépendance des premiers envers les secondes. Loin de n'être qu'un simple avatar de l'économie mondialisée, la dépendance apparait comme une camisole de force destinée à refreiner les ambitions développementalistes de la périphérie. La dépendance exprime ainsi la tension entre les nécessités de développement et l'impératif de soumission des économies périphériques aux besoins du centre. De manière générale, les situations de dépendance observables dans le secteur extractif africain sont en cohérence avec la division internationale du travail. C'est ce qui explique que même dans le cas d'un essor industriel en périphérie, les logiques de la dépendance restent fortes. Il apparait alors qu'en l'absence d'un recentrage des pays producteurs sur leurs besoins propres, l'exploitation des ressources minérales demeurera une occasion manquée en termes de développement.

L'étude des conditions du sous-développement en contexte d'essor minier est un classique des études sur l'Afrique. Elle a permis de révéler une diversité de grilles de lecture qui, pour l'essentiel, considèrent le « paradoxe de l'abondance » comme une anomalie ayant des explications historiques, structurelles ou liées au modèle de gouvernance. Le présent article s'inscrit dans le sillage des études précédentes en faisant le pari d'une intelligence du sous-développement par l'usage de la théorie de l'échange inégal. Il reste que malgré la profusion de réflexions sur la situation de l'Afrique, plusieurs pistes d'analyses demeurent pertinentes. Il serait judicieux, par exemple, que les études sur le développement de l'Afrique sortent de l'orthodoxie de l'analyse des sciences économiques pour embrasser une perspective géopolitique. En réalité, une réflexion sur l'échec du modèle de développement de l'Afrique par ses ressources minérales ne saurait faire l'économie des problématiques de rivalités de territoire ou de quête de la puissance. Ainsi, au-delà de la déconnexion défendue par Samir Amin, le développement de la périphérie est intrinsèquement lié à l'élaboration d'une vision et à la construction des capacités nécessaires à son opérationnalisation.

Bibliographie:

A- Ouvrages

- Amin, Samir. *Delinking: Toward a Polycentric World*. London: Zed Books, 1990.
- Amin, Samir. *L'accumulation à l'échelle mondiale*. Tome 1. Paris: Éditions Anthropos, 1970.
- Amin, Samir. *L'échange inégal et la loi de la valeur*. Paris: Anthropos, 1988.
- Amin, Samir. *Le développement inégal: Essai sur les formations sociales du capitalisme périphérique*. Paris: Éditions de Minuit, 1973.
- Baran, Paul A., and Paul Sweezy. *Monopoly Capital: An Essay on the American Economic and Social Order*. New York and London: Monthly Review Press, 1966.
- Cardoso, Fernando H., and Enzo Faletto. *Dépendance et développement en Amérique Latine*. Los Angeles: University of California Press, 1979.
- Emmanuel, Arghiri. *Unequal Exchange: A Study of the Imperialism of Trade*. New York: Monthly Review Press, 1972.
- Frank, Gunder A. *Lumpen-burguesia: Lumpen-desenvolvimento*. Porto: Porlucalense Editora, 1971.
- Gary, Ian, and Terry Lynn Karl. *Le fond du baril: Boom pétrolier et pauvreté en Afrique*. USA: Catholic Relief Services, 2003.
- Karl, Terry Lynn. *The Paradox of Plenty: Oil Booms and Petro-States*. Los Angeles: University of California Press, 1997.
- Mandel, Ernest. *Le troisième âge du capitalisme*. Paris: Éditions 10/18, 1975; 1997.
- Nkrumah, Kwame. *Neocolonialism: The Last Stage of Imperialism*. London: Thomas Nelson & Sons, Ltd., 1965.
- Rostow, Walt Whitman. *The Stages of Economic Growth: A Non-Communist Manifesto*. Cambridge: Cambridge University Press, 1960; 3rd ed., 1991.

B- Chapitres d'ouvrages

- Donnelly, Jack. "Realism." In *Theories of International Relations*, 3rd ed., edited by Scott Burchill et al., 29–54. New York: Palgrave Macmillan, 2005.
- Dos Santos, Theotonio. "El nuevo carácter de la dependencia." In *La crisis del desarrollismo y la nueva dependencia*, edited by Theotonio Dos Santos et al., 11–133. Lima: Moncloa Editores, 1969.

- Vasconi, Tomas A. "Cultura, ideología, dependencia y alienación." In *La crisis del desarrollismo y la nueva dependencia*, edited by Theotonio Dos Santos et al., 134–157. Lima: Moncloa Editores, 1969.

C- Revues

- Abramowitz, M. "Catching Up, Forging Ahead, and Falling Behind." *The Journal of Economic History* 46, no. 2: 385–406.
- Birkan, Ayşe Özden. "A Brief Overview of the Theory of Unequal Exchange and Its Critiques." *International Journal of Humanities and Social Science* 5, no. 4(1) (April 2015): 155–163.
- Bonnet, Tanguy, Carl Grekou, Emmanuel Hache, and Valérie Mignon. "Métaux stratégiques: la clairvoyance chinoise." *La Lettre du CEPI*, no. 428 (June 2022).
- Cardoso, Fernando Henrique, and Eddy Trèves. "« Théorie de la dépendance » ou analyses concrètes de situations de dépendance." *L'Homme et la société*, nos. 33–34 (1974): 111–123.
- Charnoz, Olivier. "Le pétrole africain: des clefs pour comprendre." *Afrique contemporaine* 4, no. 216 (April 2006): 19–27.
- Coquery-Vidrovitch, Catherine. "Samir Amin, *Le développement inégal: Essai sur les formations sociales du capitalisme périphérique*." [Compte rendu.] *Annales. Économies, sociétés, civilisations* 29, no. 2 (March–April 1974): 314.
- Cozizou, Gwenole. "La stratégie européenne dans le domaine des matières premières." *Responsabilité et environnement* 3, no. 99 (July 2020): 89–92.
- de Figueroa, Emilio. "La détérioration des termes de l'échange dans les pays sous-développés." *Économie appliquée* 22, no. 1–2 (1969): 127–152.
- Fanchette, Sylvie. "Le delta du Niger (Nigéria): rivalités de pouvoir, revendications territoriales et exploitation pétrolière ou les ferments de la violence." *Hérodote* 2, no. 121 (June 2006): 190–220.
- Fonou-Tchuigoua. "L'échec de l'ajustement structurel en Afrique." *Alternatives Sud* 1, no. 2 (April 1994): 53–75.
- Guillaumont, Patrick, and Sylvianne Guillaumont Jeanneney. "Les conséquences sociales de l'ajustement en Afrique selon la politique de change." *Politique africaine*, no. 45 (March 1992): 101–122.
- Hache, Emmanuel, and Emilie Normand. "Quelle stratégie européenne sur les matériaux critiques?" *L'Économie politique*, no. 101(1) (2024): 52–62.
- Nantulya, Paul. "La stratégie chinoise en matière de minéraux critiques en Afrique." *Centre d'études stratégiques de l'Afrique* [en ligne] (January 2026).

- Noah, Fabrice N. "Géopolitique des ressources et gouvernance du secteur extractif: les enjeux de la Vision Minière Africaine." *Revue UMa Lex* (Annales de la Faculté des Sciences Juridiques et Politiques de l'Université de Maroua) 2, no. 2 (July 2021): 953–969.
- Oyintarelado, Moses, Dianah Ngui, Lucas Engel, and Abbi Kedir. "Bulletin économique Chine-Afrique." Boston University Global Development Policy Center (2024): 36 p.
- Peixoto, Antonio Carlos. "La théorie de la dépendance: bilan critique." *Revue française de science politique* 27, nos. 4–5 (1977): 601–629.
- Péclard, Didier. "Les chemins de la « reconversion autoritaire » en Angola." *Politique africaine* 2, no. 110 (2008): 5–21.
- Prebisch, Raúl. "Commercial Policy in the Underdeveloped Countries." *The American Economic Review* 49, no. 2 (1959): 251–273.
- Ricci, Andrea. "Unequal Exchange in the Age of Globalization." *Review of Radical Political Economics* 51, no. 2 (2019): 225–245.
- Sané, Malick. "Infrastructures, commerce intra-africain et développement économique en Afrique." *Revue interventions économiques* [en ligne], hors-série, Transformation (March 2017).
- Signé, Landry. "Infrastructure Deals: Lessons from the Congo's Sicomines." *SAIS-CARI Working Paper*, no. 16. Johns Hopkins University / Foreign Policy (2018).
- Sunkel, Osvaldo. "Capitalismo transnacional y desintegración nacional." *El Trimestre Económico* 38, no. 150 (April–June 1971): 571–628.

D- Magazines et Journaux

- Viret, Geraldine, and Olivier Longchamp. "Les Paradise Papers, la Suisse et les matières premières." *Public Eye – Le Magazine: Les secrets inavoués de Glencore* (January 2018): 10–13.

E- Ressources électroniques

- Brenton, Paul, Ian Gillson, and Pierre Sauvé. "Importance du commerce pour la diversification économique." In *Nouvelles de l'Aide pour le commerce*. CIR. https://enhancedif.org/system/files/uploads/trade4devnews-policy-series-special-fr.pdf. Consulté le 14 juin 2026.
- Ferrario, Andrea. "La Chine creuse en Afrique: fer, dette et catastrophes environnementales." Published January 19, 2026. https://www.pressegauche.org/. Consulté le 15 juin 2026.
- Linge, Idriss. "Affaires Glencore et Sinosteel au Cameroun: cas pratiques du besoin de plus de transparence sur les contrats extractifs en Afrique." 2022. https://taxjustice.net/. Consulté le 14 juin 2026.

- *Le modèle chinois « Ressources contre infrastructures » (R4I): Contribution ou contrainte au développement transformationnel du Cameroun, de la République démocratique du Congo, de la Guinée, de la Zambie et du Zimbabwe. Étude comparative*. Rapport. https://afrewatch.org/wp-content/uploads/2026/04/Rapport-consolide-CMR-DRC-GUI-ZIM-ZAM.pdf.
- Oxfam France. "Dette et Covid-19: la Zambie en défaut de paiement." Published December 18, 2020. https://www.oxfamfrance.org. Consulté le 14 juin 2026.
- ONUDI, OMC. "Aide pour le commerce: programme industriel pour les PMA." Document de réflexion, Conférence ministérielle des PMA, Siem Reap, Cambodge, 19–20 novembre 2008.
- OCDE, Organisation mondiale du commerce. "L'Aide pour le commerce donne-t-elle des résultats?" https://www.wto.org/french/res_f/booksp_f/a4t_oecd_f.pdf.

F- Thèses

- Noah, Fabrice Noah. "Contenu local et gestion des extractives en Afrique: un défi stratégique majeur." Thèse de doctorat, Université de Yaoundé 2, 24 novembre 2018.
- Roch, Augustin. "Géopolitique et mécanismes de raréfaction des ressources combustibles et minières." Thèse de doctorat de science politique, Université Paris 8 Vincennes Saint-Denis, 2012.